

Croissance chinoise... Pékin montre la voie!

Comme nous vous l'avions déjà annoncé lors de publications précédentes, les pays émergents connaissent une reprise majeure. Aujourd'hui, nous faisons le point sur la situation en Chine. Le ralentissement attendu de sa croissance jouera-t-il les trouble-fêtes sur les marchés ou restera-t-il un processus d'atterrissage en douceur?

Bien que fin de l'an dernier, la Chine ait boosté l'économie mondiale grâce à des travaux d'infrastructure, nous assistons ces derniers mois à une baisse de la croissance de la production industrielle, en lien avec une diminution de l'octroi de crédits. Le taux chinois à 3 mois est d'ailleurs passé en quelques mois de 2,7 à 4,7%. La croissance générale chinoise est à un tournant, vers une croissance plus durable de 4,5 à 5% d'ici 2020. Bien entendu, le 19^e Congrès du Parti communiste fin de l'année apportera davantage d'explications sur la manière d'atteindre cet objectif.

Quels sont les risques pour les prochains trimestres?

Tout d'abord, quelques faits. Le cours du Shanghai Composite Index (toutes les actions cotées à la Bourse de Shanghai, sur la base de leur capitalisation boursière) est loin de la bulle spéculative. Avec un cours de 3.250 (le 24-7), il est à mi-chemin de son cours record de 2008, et un petit 40% sous le niveau de début 2015. Pas étonnant que les actions chinoises figurent actuellement parmi les moins chères au monde, compte tenu de la croissance des bénéfices de ses entreprises.

Conjuguée à la diminution des réserves internationales de la Chine depuis 2014, sa devise a perdu du terrain au même moment: depuis 2015, le renminbi a reculé de 10% (par rapport à un panier de devises de ses principaux partenaires commerciaux). Avec une nuance cependant: nous assistons pratiquement à une stabilisation cette dernière année, sauf par rapport au dollar. À un horizon de près de 20 ans, le renminbi est correctement valorisé. Capital Economics prévoit même

un léger raffermissement par rapport aux devises des partenaires commerciaux.

La croissance du crédit reste bien entendu un point délicat. L'augmentation rapide a débouché sur des investissements inefficaces, surtout dans les entreprises d'État. Lorsque nous regardons ce que rapportent les moyens mis en œuvre, nous observons un chiffre supérieur à 8% dans les entreprises privées contre 3% dans les entreprises publiques. Il faut s'attendre à des faillites ayant un impact sur les banques. Grâce à son faible endettement, le gouvernement chinois peut venir en aide aux entreprises et aux banques au cours des prochains trimestres. L'avenir à plus long terme de la Chine sera sans doute plus clair fin 2017. Nous sommes curieux de voir comment l'Empire du Milieu adaptera son système financier. Fin de l'année, le 19^e Congrès national du Parti devra en effet répondre à plusieurs questions urgentes. Quel niveau de croissance veut-on? Viendra-t-elle des consommateurs et du secteur des services, ou de nouveau de l'industrie et de l'immobilier? Les autorités prennent-elles au sérieux la diminution de la dépendance au crédit? Comment vont-elles traiter les entreprises non rentables dans les prochaines années? L'incertitude sera bien entendu grande. Quel sera en effet l'impact sur la croissance chinoise?

Bien qu'une grande partie des dirigeants politiques laissent la place à une nouvelle génération, il est fort probable que le président actuel, Xi Jinping, restera aux commandes. Nous supposons qu'il poursuivra les réformes. Sa véritable mission reste d'aboutir à une économie plus productive. À cette fin, des actions pénibles seront nécessaires, qui auront un impact sur l'emploi, avec de grosses faillites éventuelles, et

une nouvelle répartition des revenus et la croissance.

La majorité du bureau politique soutiendra-t-elle ses réformes structurelles ou se rabattra-t-elle plutôt sur l'approche de la base? Un nom qui occupe de plus en plus le devant de la scène est celui de Wang Qishan, le responsable actuel de la campagne anticorruption, qui fixe actuellement son attention entre autres sur le secteur financier. Avec sa nomination possible à la tête des réformes économiques en Chine et vu sa grande intelligence, son approche musclée et ses connaissances de tous les intérêts établis, les réformes indispensables ont une grande chance d'aboutir (source: Financial Times Big Read - Chinese Communist Party, 25-7).

À côté d'une première ventilation globale entre tous les pays émergents, qui représentent actuellement 12% de nos positions en actions, un investissement supplémentaire en actions chinoises se défend encore toujours. Elles sont bon marché et par rapport à d'autres pays émergents, comme la Turquie et l'Afrique du Sud, des réformes y sont effectivement menées. Par ailleurs, Pékin souhaite ouvrir son marché au capital international, tant aux obligations qu'aux actions.

Comment y investir?

Si vous n'avez pas encore d'actions de pays émergents, vous pouvez opter pour un investissement en Chine via **un fonds de pays émergent bien diversifié**. Elle y occupera une pondération d'environ 30%. Pour de plus amples informations, rendez-vous sur

belfius.be/fondsactionsmarchesemergents ou contactez votre conseiller financier.

Si vous avez déjà des actions de pays émergents et que vous souhaitez mettre l'accent sur la Chine, la solution est **un fonds chinois diversifié**. Vous trouverez de plus amples informations sur belfius.be/fondsactionsmarchesemergents-chine.

La semaine prochaine, nous nous pencherons sur l'économie américaine depuis Trump.

Jan Vergote – Head of Investment Strategy
Belfius Banque & Assurances

**Vous souhaitez de plus amples
informations sur le sujet?**
N'hésitez pas à nous appeler au n° 02 222 10 22.